

Excédent helvétique record avec les Etats-Unis en 2025

COMMERCE EXTÉRIEUR La semaine dernière au WEF de Davos, le président de la Confédération, Guy Parmelin, a tenté de rassurer le président américain, Donald Trump, car en octobre et en novembre, le solde commercial entre les deux pays était alors favorable aux Etats-Unis. Mais en décembre, la tendance s’est à nouveau lourdement inversée

RICHARD ÉTIENNE

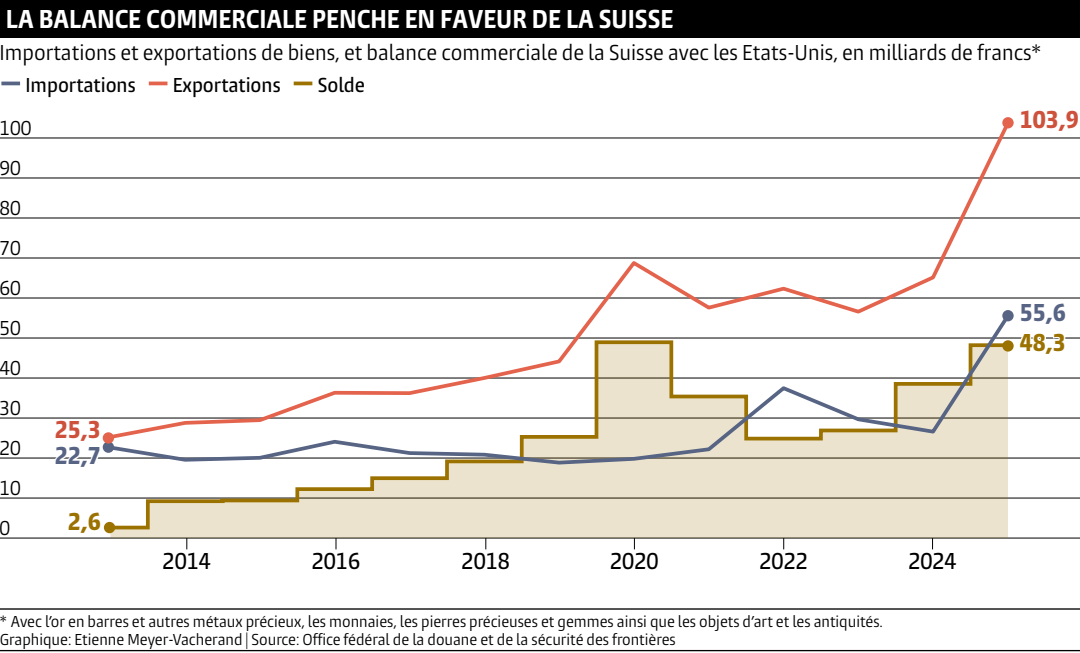
Ce n’est pas bon pour les droits de douane. L’an dernier, les exportations suisses vers les Etats-Unis ont augmenté et les importations depuis ce même pays ont baissé, selon des statistiques douanières publiées jeudi. Le commerce vers la nation de Donald Trump a même atteint un record – avec des envois pour une valeur de 54,7 milliards de dollars, en hausse pour la troisième année consécutive. Du côté des importations, les chiffres sont en baisse, pour la quatrième année de suite. La Confédération a importé en 2025 pour l’équivalent de 13,3 milliards de francs. Vis-à-vis des Etats-Unis, elle a donc présenté l’an dernier un excédent commercial de 41,4 milliards. Un autre record.

Ces dernières années, la Suisse a toujours présenté un solde commercial positif dans ses échanges avec la patrie de l’Oncle Sam, mais rarement avait-il été aussi excédentaire. Ça, c’est compter sans l’or en barre. Avec le métal, c’est autre chose, car sa valeur a doublé l’an dernier et le commerce de et vers la Suisse a porté sur des volumes historiques l’an dernier. En tout, la Confédération a exporté pour 103,9 milliards de francs vers les Etats-Unis, pulvérisant ainsi le record en la matière – qui date de 2020. Quant aux importations, elles ont doublé mais portent sur des montants, en valeur, deux fois moins importants (55,6 milliards). Voilà pour la *big picture* – celle que Trump pourrait retenir. L’agence anglo-saxonne Bloomberg a d’ailleurs rapidement titré jeudi sur l’extraordinaire année des exportations helvétiques vers les Etats-Unis. Tandis que la veille, le

Financial Times relevait que le franc avait atteint un sommet en une décennie vis-à-vis du dollar. Si on regarde mois par mois, le tableau est similaire avec ou sans or: la Suisse a exporté quasiment chaque mois davantage qu’elle n’a importé (en valeur, car en poids c’est le contraire). Sauf en mai, puis en octobre et en novembre (quand on compte l’or). Ces deux mois consécutifs dans le vert pour les Etats-Unis ont conduit Guy Parmelin, au WEF à Davos la semaine dernière, à assurer à Donald Trump que la tendance s’était inversée.

Influence du «Liberation Day»
En décembre, elle était pourtant à nouveau largement favorable à la Suisse: 4,1 milliards de francs d’exportation vers les Etats-Unis contre 3,2 milliards dans le sens inverse (un

mois où les importations suisses d’or des Etats-Unis ont pourtant été importantes). Relevons qu’en mars 2025, juste avant le fameux «Liberation Day» du 2 avril, les Suisses ont triplé leurs envois de marchandises vers la nation de Trump, pour éviter les droits de douane prévus pour ce jour-là. Pour rappel, la Suisse s’est vu imposer, le 2 avril, des *tariffs* de 31% par l’administration Trump, un taux qui a été élevé à 39% début août, manifestement à la suite d’une conversation qui s’est mal passée entre Karine Keller Sutter et Donald Trump. Plusieurs mois de négociations plus tard, Washington a accepté de les baisser, à la fin de l’automne, à 15%, le même chiffre que celui des pays voisins en Europe. L’an dernier, les métaux précieux (surtout l’or), d’une valeur de 55 mil-



liards de francs, et les produits pharmaceutiques, à hauteur de 33,8 milliards, ont dominé les exportations vers les Etats-Unis. Pour l’or, l’année a été exceptionnelle, avec des envois historiques durant les premiers mois de l’année. En grande partie parce que les Américains se sont précipités vers la valeur refuge, qui se trouvait largement dans des coffres à Londres mais qui ont dû transiter par les raffineries suisses pour arriver dans les formats requis aux Etats-Unis. Depuis le mois d’avril, cela dit, les flux se sont inversés: les Etats-Unis ont exporté ces huit derniers mois beaucoup plus d’or vers la Suisse qu’ils n’en importent. Outre-Atlantique, sans compter l’or, la Suisse écoule surtout des produits pharmaceutiques. Cette dernière catégorie de biens a d’ailleurs à nouveau porté les exportations

helvétiques au niveau global: la Confédération en a vendu en tout pour un record de 100 milliards de francs, ce qui représente plus d’un tiers des exportations totales, de 287 milliards. La Suisse a écoulé aux Etats-Unis pour 33 milliards de francs de tels produits, là aussi un montant jamais vu qui tend à croître d’année en année. Dans le sens inverse, c’est une quantité valant moins de 4,5 milliards qui est venue des Etats-Unis. Un chiffre en légère baisse. **Or et médicaments**
Dans l’ordre et toujours aux Etats-Unis, la Suisse a écoulé l’an dernier, pour 55 milliards de métaux précieux (surtout de l’or), puis, derrière les produits pharmaceutiques, des machines outils (pour une dizaine de milliards de francs, selon comment on définit cette catégorie), des

montres (4,4 milliards), des produits chimiques (2,7 milliards) et du café (pour plus d’un milliard, l’œuvre de Nespresso surtout). Attardons-nous enfin sur l’horlogerie, ce grand pourvoyeur d’emplois en Suisse. En décembre, les exportations de montres ont renoué avec une évolution positive (+ 3,3%), une «reprise portée par les Etats-Unis», s’est réjouie la Fédération horlogère (FH). Dans ce pays, qui représente près d’un cinquième du marché des débouchés des montres suisses, les exportations ont grimpé de plus de 19%, à 412 millions de francs. La FH constate que cette embellie fait suite à la récente diminution des droits de douane américains. Ce redressement porte le total annuel des exportations horlogères à 25,6 milliards de francs, ce qui représente un recul de 1,7% par rapport à 2024. ■

Un outil pour connaître l’origine de l’or en Suisse est disponible

MATIÈRES PREMIÈRES L’industrie aurifère fait preuve d’une transparence accrue pour répondre aux critiques sur les conditions d’importation en Suisse, une plaque tournante du métal. L’ONG Swissaid salue l’initiative mais estime qu’elle est trop limitée

Une plateforme pour connaître l’origine de l’or importé en Suisse est désormais accessible à tous. L’Association suisse des métaux précieux (ASMP) a annoncé hier que l’outil est disponible à cette adresse: Pm-transparency.swiss. Il doit permettre d’y voir clair sur le secteur aurifère en Suisse, une plaque tournante du métal critiquée pour son manque de contrôle. La question de la transparence de l’or a d’ailleurs refait surface au parlement en décembre avec une motion du conseiller

national Fabian Molina (PS/ZH), visant à «mettre un terme aux importations d’or venant de zones de conflit», et le postulat du conseiller national Jean Tschopp (PS/VS) pour «éviter que la Suisse ne finance les guerres». Plusieurs questions ont aussi été posées le mois dernier sur le commerce de l’or qui alimenterait la guerre au Soudan. **«Outil unique au monde»**
La «Swiss Precious Metals Transparency Platform» doit permettre de voir d’où vient l’or traité par les membres de l’ASMP – les raffineries suisses à l’exception de la principale, Valcambi –, sans avoir à consulter des statistiques douanières complexes. Il suffit de sélectionner un pays sur une carte pour connaître la quantité d’or qui en vient, s’il est issu d’une mine – industrielle ou

artisanale – ou recyclé, ainsi que les fournisseurs. «Nous avons créé un instrument unique au monde», estime Christoph Wild, dans un entretien accordé à *Temps*. Le président de l’ASMP précise que des outils supplémentaires seront intégrés, avec des notifications lorsque l’or vient d’une nouvelle partie du monde ou si les volumes changent brusquement. Il ajoute que le but consiste à être le plus à jour possible. «Nous faisons le lancement avec les données de 2024 mais en mars nous devrions avoir celles de 2025, puis une fréquence plus élevée», dit-il. Il s’agit de remplir trois objectifs: «faire la transparence, susciter l’intérêt du public et motiver le dialogue avec la société civile» tout en donnant des réponses aux parlementaires et aux ONG.

Parmi ces dernières, Swissaid a démontré ces dernières années que le risque d’importer de l’or contribuant au financement de conflits armés, à des violations des droits humains et des destructions environnementales est important. Il a été aggravé par la hausse du prix de l’or, qui alimente une ruée vers le métal. En 2025, l’once a doublé de valeur et lundi elle a dépassé le seuil symbolique des 5000 dollars. La plateforme est saluée par Swissaid qui relève que pour la première fois les noms de certains fournisseurs sont rendus publics. L’ONG regrette toutefois que cela ne soit pas le cas pour chacun d’entre eux. «Seule la publication de tous les fournisseurs garantit une véritable transparence», estime l’organisation, selon laquelle cette exigence devrait être inscrite dans la loi. ■ R. É.

Stefan Ehrbar

Der Detailhandel leidet. Läden schliessen, Preise sinken, Flächen bleiben leer. Der Branchenverband Swiss Retail Federation teilte vor kurzem mit, die Umsätze seien 2025 unter jenen des Vorjahres geblieben – laut ersten Auswertungen um bis zu 1,3 Prozent. Eine Trendwende sei nicht in Sicht. Der tiefen Inflation, Realloohnerhöhungen und einem Preiskampf im Detailhandel stünden etwa höhere Prämien für die Krankenkassen gegenüber. Die Haushalte würden «auf die Ausgabenbremse treten». «Es bereitet uns Sorge», wird Direktorin Dagmar Jenni zitiert.

Doch ist der Pessimismus berechtigt? Jüngere Daten zeichnen ein differenziertes Bild. Das Weihnachtsgeschäft lief überdurchschnittlich gut, wie die Swiss Retail Federation einräumt – ab Mitte Dezember sogar «sehr gut». Zum Teil wurden Rekorde erzielt. An der Zürcher Bahnhofstrasse waren am 13. Dezember über 86'000 Menschen unterwegs, so viele wie nie seit Beginn der Erhebung der Daten (ausgenommen Tage mit Grossanlässen). Auch in der St. Galler Einkaufsmeile Multergasse oder in der Freien Strasse in Basel waren mehr Menschen unterwegs als in den meisten Vorjahren.

«Der Tourismus war gut und kaufkräftig»

Hohe Frequenzen schlugen sich zwar nicht automatisch in höheren Umsätzen nieder, sagt Fanny Eisl, die Geschäftsführerin der Vereinigung Zürcher Bahnhofstrasse. Doch aus zahlreichen Rückmeldungen einzelner Betriebe ergebe sich «ein sehr positives Bild»: «Die Stimmung unter den Mietern war deutlich besser als erwartet.»

Auch das Jahr 2025 als ganzes sei an der Bahnhofstrasse als positiv wahrgenommen worden. Das liege auch an den ausländischen Gästen, die Zürich und die Schweiz so oft besuchten wie nie: «Der Tourismus war gut und kaufkräftig.» Für dieses Jahr rechneten viele Mieter mit einem «anspruchsvollen Jahr», sagt Eisl. Aber: «Sie bleiben vorsichtig zuversichtlich.»

1. Lebensmittel gewinnen auf Kosten von Non-Food

Daten des Projekts «Monitoring Consumption Switzerland» der Universitäten St. Gallen und Lausanne zeigen, dass trotz – angeblicher – Preissenkungen im Detailhandel in den ersten vier Wochen dieses Jahr mehr Geld für Lebensmittel und Getränke ausgegeben wurde als 2025. Berücksichtigt wurden Karten- und

mobile Zahlungen. Auch für Mobilität investieren Menschen in der Schweiz mehr. Unter dem Strich wurde seit Anfang Jahr ein um 0,8 Prozent höheres Zahlungsvolumen verzeichnet. Ein Teil davon dürfte auch der Verschiebung von Bargeld zu Kartentransaktionen geschuldet sein – und es gibt Verlierer. Im Non-Food-Bereich, also etwa bei Elektronik, Kleidern und Schuhen, zeichnen sich Umsätze unter jenen des Vorjahres ab. Das könnte daran liegen, dass Menschen in diesen Bereichen sparen, wenn Mieten und Krankenkassen-Prämien teurer werden.

2. Die Verschiebung zum Online-Handel hält an

In den ersten drei Quartalen des vergangenen Jahres dürfte

das Onlineshopping in der Schweiz um 9 Prozent zugelegt haben, wie Daten des Beratungsunternehmens Carpathia zeigen. Der stationäre Handel hingegen verzeichnete in dieser Periode nur ein Plus von 0,6 Prozent. Ein Abflachen des Trends ist nicht in Sicht. Ein Teil des Gelds, das zuvor in Läden ausgegeben wurde, fliesst zu Schweizer Portalen wie Digitec Galaxus, US-Anbietern wie Amazon und deutschen Händlern wie Zalando, aber immer öfter auch zu chinesischen Billig-Plattformen wie Temu und Shein. Darunter leiden besonders Händler, die vergleichsweise austauschbare und günstige Ware herstellen. Das zeigt sich an der aktuellen Misere beim Schmuckhändler



Der Rubel rollt: Die Händler an der Zürcher Bahnhofstrasse sind optimistisch.
Bild: Keystone

Die Strassen sind voll, die Kassen leer

Die Detailhändler rechnen mit einem schlechten Jahr. Allerdings leiden nicht alle Branchen.

Claire's oder am Aus des Dekorationshändlers Depot.

3. Im stationären Handel gewinnt, wer Erlebnisse und Atmosphäre bieten kann

«Der Rückgang der Laufkundschaft ist in Innenstädten deutlich spürbar», schreibt der Handelsexperte Marcel Stoffel in einer aktuellen Analyse. «Onlinehandel, verändertes Konsumverhalten, neue Mobilitätsmuster und veränderte Freizeitgewohnheiten führen dazu, dass weniger Menschen spontan in den Stadtkern kommen.» Viele zentrale Plätze wirkten unattraktiv und Innenstädte funktionierten oft nur tagsüber, weil Freizeit, Gastronomie oder Kultur fehlten. Viele Städte begegnen dieser Problematik, indem sie «City Manager» einstellen. Diese sollen etwa auf Mieter und Vermieter zugehen und für ein attraktives Angebot sorgen. Weil sie aber kaum Möglichkeiten haben, ihre Vorstellungen durchzusetzen und auf Kooperation angewiesen sind, ist ihre Bilanz durchgezogen. Laut Stoffel gibt es aber Ansätze, die funktionieren: Pop-up-Läden statt Leerstände, mehr Gastronomie-Angebote und regelmässige, wiederkehrende Veranstaltungen, welche die Leute anziehen.

Letzteres bestätigt Bahnhofstrassen-Managerin Fanny Eisl. Frequenztreiber wie die Weihnachtsbeleuchtung oder Events hätten starken Einfluss darauf, wie die Strasse wahrgenommen werde. Auch die Aufenthaltsqualität werde wichtiger.

Städte, aber auch Betreiber von Einkaufszentren sind deshalb gefordert, in das Angebot zu investieren. Problematisch ist diese Entwicklung vor allem für kleinere Städte und Malls. Ihnen fehlen oft die nötigen Mittel. Diese Entwicklung zeigt sich etwa in Rapperswil-Jona, wo ein Einkaufszentrum gleich beim Bahnhof laut der «Linth-Zeitung» beinahe alle Mieter verloren hat, oder im vergleichsweise kleinen Schönbühl-Center in Luzern, das vom «Blick» schon als «Geister-Shoppi» bezeichnet wird. Ob es sich um Einzelfälle handelt oder um ein systemisches Problem, werden die nächsten Monate zeigen.

Schweizer Firmen fordern Gebühr auf Billigware

Paketflut aus Fernost Täglich erreichen 100'000 Pakete von Temu und Shein die Schweiz – die neue Mehrwertsteuer hat nichts gebremst. Nun verlangen Detailhändler von Aldi bis Manor eine Bearbeitungsgebühr.

Claudia Gnehm

Mit einer neuen Mehrwertsteuer hätte die tägliche Flut von rund 100'000 Paketen chinesischer Onlineanbieter eingedämmt werden sollen, die von Anbietern wie Temu oder Shein in die Schweiz kommen.

Doch die Hoffnung hat sich ein Jahr nach der Einführung zerschlagen. Denn die Billigware kommt weiter ungebremst in die Schweiz, obwohl die Steuer für alle Onlineplattformen seit Anfang 2025 bereits ab dem ersten und nicht mehr erst ab 62 Franken Bestellwert fällig wird.

Trotzdem gewinnt Temu in der Schweiz weiterhin in enormem Tempo Marktanteile, wie das Beratungsunternehmen Carpathia kürzlich festhielt.

Das setzt hiesige Anbieter unter Druck. Der Preisunterschied zwischen Temu und Schweizer Händlern bleibe trotz der Steuer riesig, sagt Sandro Küng vom Spielwarenverband Schweiz (SVS). Hinzu komme, dass die US-Regierung das Ende der Zollbefreiung für Kleinsendungen (De-minimis-Regel) angekündigt habe. Daher würden Temu und Shein verstärkt auf die Schweiz und EU setzen.

Zweifel an Steuerabgaben von Temu und Shein

Die Direktorin der Swiss Retail Federation, Dagmar Jenni, bezweifelt, dass alle ausländische Plattformen mit mehr als 100'000 Franken Umsatz in der Schweiz tatsächlich ab dem ersten Franken Mehrwertsteuer entrichten. Gemäss dem Bundesrat waren im September des letzten Jahres 22 ausländische Plattformen registriert.

Allerdings gibt es laut Jenni keine wirkliche Transparenz, da die Namen der Unternehmen nur mit ihrer Zustimmung von der Eidgenössischen Steuerverwaltung veröffentlicht werden können – wegen des Steuergeheimnisses. Weder Temu noch Shein seien auf der jüngsten Liste vom letzten November aufgeführt gewesen. Ihr Verband, dem Detail-



Mit täglich rund 500'000 Sendungen, ein Fünftel aus China, kann der Zoll bloss Schwerpunktkontrollen durchführen. Foto: Claudio Thoma (Keystone)

händler von Aldi über Manor bis Volg angehören, erwarte ein konsequentes Vorgehen der Steuerverwaltung.

Aus Sicht der Schweizer Händler ändert die neue Mehrwertsteuer nichts an ihrer Be-

nachteiligung. Die chinesischen Anbieter verschafften sich Wettbewerbsvorteile, weil sie sich nicht an Schweizer Vorschriften zu Produktsicherheit, Lauterkeit sowie Arbeits- und Umweltstandards halten müssten.

Nachdem die EU erste wirksame Instrumente gegen unsichere Importe eingeführt habe, müsse die Schweiz nun nachziehen und sicherstellen, dass ausländische Onlineplattformen denselben Anforderungen unterlägen wie

hiesige Unternehmen. Dies fordern betroffene Verbände heute in einem gemeinsamen Brief an das Büro des Nationalrats. Das Schreiben liegt dieser Redaktion vor. Sie kritisieren zudem, dass entsprechende parlamentarische

Vorstösse schon länger blockiert seien und deshalb in der Frühlingssession endlich behandelt werden sollten.

Unterzeichnet haben neben dem Spielwarenverband und der Swiss Retail Federation auch Handel Schweiz, Promarca, Swiss Textiles, Asmas Sportfachhandel Schweiz und weitere Verbände.

Der unkontrollierte Import führe beispielsweise dazu, dass rund 80 Prozent der Temu-Spielzeuge die Schweizer Sicherheitsstandards nicht erfüllten, führt Sandro Küng vom Schweizer Spielwarenverband aus. Zudem hafte niemand, wenn ein Kind durch ein Produkt verletzt werde. Deshalb verlangen die Verbände auch, dass Onlinemarktplätze zu einem juristischen Sitz in der Schweiz verpflichtet werden.

Gebühr nach EU-Modell kein Tabu mehr

Wie stark sich die Lage zugespitzt hat, zeigt sich daran, dass Jenni nun sogar eine Bearbeitungsgebühr auf Kleinsendungen befürwortet – ähnlich jener, die die EU ab Juli 2026 mit drei Euro einführt. Vor einem Jahr hatte sie eine solche Abgabe gegenüber dieser Redaktion lediglich als «vorstellbar» bezeichnet. Gemäss der «SonntagsZeitung» prüft die Bundesverwaltung derzeit eine entsprechende Gebühr.

Diese soll laut der Direktorin der Swiss Retail Federation, Dagmar Jenni, im Rahmen der laufenden Revision des Produktesicherheitsgesetzes eingeführt werden, deren Vernehmlassung im März startet. Ideal wäre eine parallele Einführung mit der EU. «Es gilt zu verhindern, dass die Schweiz zur Paketeinfuhrdreh-scheibe für ganz Europa wird», betont Jenni.

Das Beispiel Italien zeige, wie schnell Händler auf neue Hürden reagierten: Dort brachen die Paketeinfuhren nach der Einführung der Gebühr schon Anfang Januar massiv ein. Die Frachtflieger aus China steuerten statt Italien vermehrt andere EU-Länder an.

Pourquoi une bulle spéculative pèse comme une menace sur l’or

Risque et investissement En 2025, la demande des financiers pour le métal jaune, dont le prix vient de franchir la barre des 5000 dollars l’once, a explosé de plus de 80%.

Nicolas Pinguely Textes

Les arbres ne montent pas jusqu’au ciel, dit l’adage boursier. L’or semble pourtant en mesure de dépasser les nuages. Son cours a pratiquement doublé ces douze derniers mois pour atteindre un sommet à près de 5400 dollars l’once ce mardi. Les investisseurs doivent-ils se méfier de cette envolée?

Et ce, même si l’or reste un métal rare, ce qui en fait l’une des valeurs refuges prisées dans le monde? Pour mémoire, le total du métal jaune extrait dans l’histoire se montait à 220’000 tonnes à fin 2025, et tiendrait dans un cube de 22 mètres de côté.

Certains spécialistes appellent à la prudence. «Les volumes traités sur les fonds ETF répliquant la valeur de l’or, mais aussi de l’argent, explosent ces derniers jours, observe Anton Sussland, financier indépendant. Cela me rappelle forcément le gonflement de la bulle internet du début des années 2000, qui s’était terminé en krach boursier.» Voilà pour un ancien des marchés.

Il est vrai que la hausse de l’or s’est accélérée récemment. Son cours a grimpé de près de 20% depuis le début de l’année. Des incertitudes liées à une possible intervention américaine en Iran et à l’attaque au Venezuela, en passant par les émeutes aux Minnesota et les secousses au Groenland, les motifs d’inquiétude sont nombreux. Tout cela fait grimper son prix.

Une bulle, vraiment?

D’autres experts ne sont pas, eux, particulièrement préoccupés. «Non, je ne pense pas qu’il y ait une bulle sur l’or», estime Arthur Jurus, responsable des investissements pour la banque privée ODDO BHF Suisse. Selon lui, la baisse des taux à long terme sur les bons du Trésor américain, qui rend ces placements moins attractifs pour les investisseurs institutionnels, dope toujours la demande pour le métal jaune. «Tout comme les achats massifs d’or par les banques centrales et la montée du stress budgétaire américain (*ndlr: creusement de la dette et du déficit fédéral*)», ajoute-t-il.

Achats des investisseurs

Le son de cloche est similaire au sein de l’association faîtière du secteur. «Nous n’estimons pas qu’un phénomène de bulle soit en place», indique Louise



Le prix du kilo d’or dépasse aujourd’hui les 130’000 francs. KEYSTONE

Street, analyste au World Gold Council. Les récents achats d’or ne seraient pas liés à des spéculations à court terme, «mais sont le fait d’investisseurs rendus prudents en raison des in-

certitudes géopolitiques et économiques qui grimpent dans le monde.» L’association faîtière livre ses chiffres pour l’année dernière. En 2025, la demande pour le métal jaune a dé-

passé pour la première fois les 5000 tonnes, un niveau déjà frôlé en 2024. La joaillerie en a aspiré près de 1640 tonnes (-19% par rapport à 2024), l’industrie plus de 320 tonnes (-1%), les banques

centrales environ 860 tonnes (-21%) et le monde de l’investissement 2175 tonnes (+84%).

L’implication accrue des investisseurs est-elle le signe que l’or devient davantage spéculatif?

Certains sont clairement en état d’alerte. «Une bonne partie de la demande est aujourd’hui portée par les marchés financiers, sur lesquels un grand nombre d’acteurs ont un horizon d’investissement à court terme», s’inquiète ainsi Anton Sussland. Il ajoute que ce sont des personnes dont «la vocation est de revendre à un moment les positions en or pour engranger du profit». Tout cela serait source de baisse à venir.

En cas de recul de cours, l’utilisation massive des instruments à levier, basé sur le crédit, risque d’obliger les financiers à liquider leurs positions en panique. «Avec un prix d’extraction des groupes miniers aux environs de 1600 dollars l’once, cela laisse une forte marge de baisse en cas de pépin», rappelle le financier.

D’autres voix sont plus rassurantes. «Il y a eu une prise de conscience des investisseurs institutionnels américains qu’il faut avoir de l’or», analyse de son côté Arthur Jurus. D’après ses estimations, les placements en métal jaune de ces derniers représentent aujourd’hui 2% de leurs investissements, contre 0,5% il y a dix-huit mois encore, «ce qui a créé une forte demande pour les fonds ETF (*ndlr: fonds reproduisant la valeur d’un actif*) sur l’or».

Facteur de soutien, cette hausse des pondérations dans les portefeuilles de placements devrait provoquer des achats quasi mécaniques de métal jaune à l’avenir. Cela étant, le prix de l’or ne montera peut-être pas jusqu’au ciel. Prudence, donc.

Le cours de l’or n’arrête pas de grimper

Prix d’une once d’or en dollars



Une once d’or = 31,10 grammes

Graphique: I. Caudullo;Source: Boursorama

Cinq moyens d’acquérir de l’or

— Pièces d’or

Vreneli, napoléon ou Kruggerand, les pièces d’or célèbres sont nombreuses. Leur valeur dépend de leur rareté et de leur état. Les pièces de base se paient un peu plus cher (environ 8%) que le prix de l’or au kilo. Un vreneli de base (10 francs) vaut environ 450 francs actuellement.

— Lingots

Les tailles et les poids vont de 5 grammes (680 francs) au kilo (132’000 francs). Il s’agit de l’actif d’ultime recours si une crise mondiale venait à faire basculer le monde dans le chaos. Vous pensez que les États-Unis vont attaquer l’Iran et que la guerre au Moyen-Orient va faire ex-

ploser le prix du pétrole? Alors mieux vaut en avoir un peu dans son coffre-fort.

— Actions aurifères

Il est possible de se positionner sur le métal jaune en acquérant des actions de compagnies minières (Newmont Corporation, etc.). Il est judicieux de passer par un fonds de placement, investi dans un grand nombre de sociétés, plutôt que d’acheter des titres individuels, ce qui permet de lisser les risques.

— Fonds indiciel

Il est simple d’acquérir des parts d’un fonds indiciel, appelé aussi ETF, placé sur l’or. Ces investissements répliquent les fluctuations du métal jaune, à la hausse

comme à la baisse. Il est préférable de choisir un ETF où le gérant du fonds achète bien le précieux métal, car l’or vous appartient ainsi réellement.

— Or virtuel

Les amateurs de sensations fortes peuvent spéculer sur le métal jaune «papier» comme on parie sur une monnaie. Depuis un téléphone portable, il est possible de prendre des positions haussières ou baissières sur l’or. Il suffit de passer un ordre d’achat ou de vente à terme. Une exposition que l’on déboucle en passant un ordre inverse, ce qui permet d’encaisser un éventuel gain (ou une perte si le prix n’a pas évolué selon les prévisions...).

Le Brexit n'aura pas tenu ses promesses

ROYAUME-UNI Des études estiment que la sortie du marché unique et de l'union douanière aurait fait perdre six à huit points de pourcentage au PIB britannique. L'incertitude permanente des relations avec l'UE devrait continuer à peser sur l'économie du pays

CHLOÉ GOUDENHOOF, LONDRES

Les économistes avaient prévu: le Brexit représente un risque pour la prospérité du Royaume-Uni. Six ans plus tard, une équipe de chercheurs estime que la sortie de l'Union européenne, officielle depuis le 31 janvier 2020, aurait coûté six à huit points de pourcentage au PIB britannique, par rapport à un scénario sans Brexit. Selon son étude publiée par l'organisation américaine NBER (National Bureau of Economic Research), cet impact est devenu lisible dans le temps, après évaluation des chocs liés à la pandémie de Covid-19 en 2020, puis à la crise énergétique de 2022.

Productivité en berne

Au niveau macroéconomique, le Royaume-Uni se porte moins bien que d'autres économies riches à caractéristiques comparables. Mais pour faire ressortir l'impact du Brexit, les chercheurs ont comparé les données des entreprises britanniques connectées ou exposées aux échanges avec l'Union européenne par rapport aux autres. «Celles qui étaient les plus exposées ont enregistré des performances nettement inférieures à celles qui l'étaient moins», précise Gregory Thwaites, un des auteurs et professeur d'économie à l'Université de Nottingham. John Springford, un économiste et chercheur au Centre for European Reform, estime que cet écart de PIB représente une perte de revenus équivalente à 2000 livres (2100 francs suisses) par habitant et un manque à gagner en recettes fiscales de 40 à 80 milliards de livres (42 à 84 francs suisses).

Ce recul estimé du PIB est d'abord le fruit d'une baisse d'investissements. Conséquence de l'incertitude au Royaume-Uni, cette baisse est évaluée entre 12 et 18% au cours des six dernières années, selon les chercheurs. «Si vous réfléchissez à l'emplacement de votre usine ou de votre prochain immeuble de bureaux pour



Keir Starmer lors d'une séance de questions au premier ministre à la Chambre des communes, le 21 janvier dernier à Londres. (PHILIP TOSCANO/HOUSE OF COMMONS/PA WIRE)

une banque internationale, vous voulez connaître les conditions de vos échanges avec votre principal partenaire commercial», illustre Gregory Thwaites.

Faiblesses structurelles

La croissance de l'emploi, qui était pourtant très dynamique au Royaume-Uni avant le référendum sur le Brexit, a aussi reculé de 3 à 4% sur la période, affectée, entre autres, par une baisse anticipée de la demande de biens et de services. Et alors que la productivité était déjà l'une des faiblesses structurelles du Royaume-Uni, une baisse de 3 à

4% a aussi été observée au cours de la période. Le coût plus élevé des échanges avec l'UE a affecté la place du pays comme lieu de production pour les entreprises commerciales comme pour les grandes multinationales.

Le secteur automobile, déjà en déclin avant le Brexit, en est un exemple. Le marché unique et l'union douanière permettent une chaîne d'approvisionnement étendue, avec fabrication des moteurs dans un pays, fabrication des pièces dans un autre et l'assemblage dans un troisième. «Si l'on interrompt ce système par des barrières commerciales sur ces

composants, on peut s'attendre à ce que les constructeurs réduisent leurs activités dans le pays le plus touché par ces barrières», résume Gregory Thwaites. Et même si le secteur automobile souffre dans toute l'Europe, le chercheur souligne qu'en termes d'exportations et de nombre de véhicules produits, la situation au Royaume-Uni est pire que celle des économies comparables sur le continent.

Quelques opportunités

Un principe similaire est observable pour les services financiers, même si l'impact est hétérogène selon les segments d'activité. Le

secteur figure parmi les plus impactés par la réglementation européenne, car la Commission n'a accordé que peu d'équivalences aux Britanniques, affectant ainsi l'exportation de leurs services vers l'Europe. «Si le Brexit n'a pas été le scénario catastrophe envisagé, les grandes banques multinationales et autres institutions ont transféré leurs équipes au sein de l'UE, du fait de l'absence des équivalences nécessaires pour continuer d'opérer», souligne John Springford. Ainsi, entre 2019 et le deuxième trimestre 2023, la croissance des exportations de services finan-

ciers du Royaume-Uni a été inférieure de 25% à la moyenne des 22 économies les plus avancées, sans correction de l'inflation.»

Certes, le Brexit a offert quelques opportunités au Royaume-Uni, comme la mise en place d'un cadre plus souple du développement du secteur de la tech, l'assouplissement de certaines réglementations ou la possibilité de conclure des accords commerciaux de façon indépendante. Mais ces «bénéfices» ne compensent pas les pertes liées à la sortie de l'Union européenne.

Le recul estimé du PIB est d'abord le fruit d'une baisse d'investissements

Selon les estimations des différents gouvernements britanniques, l'adhésion au CPTPP, l'alliance du Pacifique, ne devrait apporter qu'un gain de PIB de 0,06% d'ici à 2040. Les gains liés à l'accord avec l'Australie sont évalués à +0,08% d'ici à 2035, +0,03% pour celui avec la Nouvelle-Zélande et +0,13% pour l'Inde. Enfin, l'accord signé avec les Etats-Unis face au Liberation Day de Donald Trump n'a fait que limiter une augmentation de tarifs douaniers. Mais même les gains d'un véritable accord de libre-échange entre les deux pays resteraient probablement limités, de l'ordre de 0,07 à 0,16%, selon les estimations disponibles.

S'il paraît difficile pour le Royaume-Uni de combler les pertes estimées liées au Brexit, Gregory Thwaites estime toutefois que l'écart ne devrait plus continuer de se creuser. Toutefois, l'incertitude permanente qui définit désormais les relations entre les deux blocs pourrait continuer de peser sur l'économie britannique. ■

Egalité, des intentions à la concrétisation

PROJETS Huit entreprises ont été accompagnées à Genève dans le cadre d'un programme visant à favoriser l'intégration de collaboratrices. Le bilan de cette première édition révèle des possibilités d'action mais aussi des freins sur le terrain

JULIE EIGENMANN

Quel est le point commun entre le port d'un exosquelette pour moins se fatiguer dans la récolte de légumes, une possibilité de travailler l'équivalent d'un mois par an à temps partiel, ou encore des annonces d'emploi inclusives?

Ces trois projets, effectifs ou en cours de réflexion ou d'élaboration, ont été pensés dans le cadre du programme «Egalité: votre entreprise en action (EVEA)», porté par le Bureau cantonal de promotion de l'égalité et de prévention des violences (BPEV), la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), la Fédération des entreprises romandes Genève et Après, faïtière genevoise de l'économie durable.

La volée 2025 a ainsi amené huit entreprises qui avaient témoigné leur intérêt à être accompagnées par des spécialistes. Le cadre: des ateliers de quatre demi-journées, avec des points en visioconférence entre deux, moyennant 1000 francs, ou 850 pour les membres des faïtières.

Des secteurs et des réalités divers

Mardi soir sonnait l'heure du bilan pour cette première édition, en présence de la conseillère d'Etat Nathalie Fontanet, responsable du Département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures, qui a souligné que «pour faire progresser durablement l'égalité dans le monde du travail, il faut pouvoir soutenir les entreprises, les outiller, les conseiller et avancer à leur côté sur des projets concrets».

Etre le plus concret possible justement, tel était le but de cet accompagnement: «Chaque entreprise part du contexte où elle est, a insisté Alessandra Cencin, chargée de projets égalité dans le champ professionnel pour le BPEV. Toutes sortes de secteurs ont participé et je m'en réjouis parce que le défi était aussi de dépasser l'entre-soi.» A noter qu'à

l'image de l'exosquelette, en train d'être testé par des collaboratrices mais aussi collaborateurs de l'Union maraîchère de Genève, les solutions envisagées par les entreprises visent à améliorer globalement le travail, même si la réflexion initiée est intrinsèquement liée aux questions d'égalité.

Des horaires de travail repensés

Parmi les entreprises engagées dans le processus, la banque genevoise numérique Alpian, 78 collaborateurs. Jeune société, ses pratiques en matière d'égalité salariale n'ont pas eu besoin d'être revues, indique Victor Cianni, directeur des investissements. «Notre défi est d'attirer davantage de collaboratrices,

dans une entreprise à la croisée entre l'informatique et la banque où elles sont souvent moins représentées. On croyait que nos offres d'emploi étaient inclusives, mais ce n'était pas le cas. On a tendance à chercher des moutons à cinq pattes et c'est un descriptif auquel la plupart des hommes pensent correspondre», sourit-il. La société, constatant également que les femmes avaient tendance à refuser des promotions dans ce domaine très compétitif, a repensé le rôle des managers, avec des responsabilités davantage distribuées. Un élément qui l'a surpris, dans ce programme? «Il y avait peu d'hommes présents dans ce parcours, ce qui me fait dire qu'il y a encore du travail à faire», opine-t-il.

L'entreprise Chaskis SA, qui emploie près de 1000 livreurs de repas utilisant l'application Uber Eats et qui a dû, en 2025, transiter vers une activité de location de services plus stricte en matière de droit du travail, a également participé. «Nous n'avons que 5% de femmes livreuses», indiquent Nancy Nyembo et Sylvie Yanez, directrices des ressources humaines. Pour y remédier, la société a donc repensé ses annonces d'emploi, qui représentent également des femmes livreuses, mais aussi son site, car sa communication était jusque-là plus «masculine». Parmi les autres mesures, une demi-journée est également offerte aux femmes pendant leur congé menstruel, «puisque le métier est

très physique», et une salle d'allaitement est à disposition pour les retours de maternité.

Le secteur de l'électricité très genré

Autre point: «Nous nous sommes rendu compte que de nombreuses collaboratrices ne se sentaient plus en sécurité en rentrant chez elles après une certaine heure. Les femmes ne travaillent donc plus après 22h», expliquent-elles. Les hommes livreurs l'ont-ils compris? Oui, bien compris et bien accueilli, assurent-elles au *Temps*.

Autre contexte de travail, très genré aussi: chez Electric & IT SA, 65 salariées, les employées administratives sont des femmes et les électriciens, des hommes. «Nous

n'avons pas de candidatures de femmes pour ces métiers-là, mais on ne peut pas avoir d'impact sur leur cursus», confie Sara Ricci, assistante administrative et RH. Par contre, on peut davantage prendre soin de celles qui sont déjà en interne». Pour ce faire, les mesures envisagées sont notamment une demi-journée d'échange entre les services pour comprendre les enjeux propres à chacun, une rotation des tâches quotidiennes des bureaux implicitement assignées aux femmes, ou encore une charte d'équité et égalité professionnelle pour la prévention du sexisme et du harcèlement. Mais tout cela est encore en cours. «Nous avons compris que pour que ce soit durable, il fallait prendre le temps pour une véritable adhésion de tout le monde», précise Murielle Meynet, responsable administrative et RH.

Le soutien indispensable de la direction

Toutes les sociétés participantes ont mentionné la nécessité d'avoir le soutien de la direction. Comment s'assurer en effet que ces projets dépassent la volonté de se donner bonne conscience et soient véritablement soutenus par la hiérarchie, menés à terme et durables? «C'est une condition sine qua non, pour nous, de pouvoir rencontrer la direction et qu'elle suive la première séance, répond Alessandra Cencin. Et il y aura un moment spécifique supplémentaire avec la direction lors de la prochaine volée. La communauté que nous souhaitons créer nous amène aussi à rester en contact avec les entreprises, même si l'idée n'est pas de les contrôler. Mais cette implication dans la durée est l'une de nos préoccupations».

Les inscriptions pour la prochaine édition sont ouvertes et le programme commence le 28 mai prochain. L'année 2026 marque les 30 ans de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur l'égalité dans les rapports de travail. ■



(RYZHI/ISTOCKPHOTO/GETTY IMAGES)

Le salaire minimum vole au secours des rémunérations les plus basses

Emploi Un rapport du Département de l'économie confirme une hausse nette des revenus concernés, tout en pointant des infractions persistantes qui appellent davantage de contrôles.

Aymeric Dejardin-Verkinder

Les prophéties des opposants au salaire minimum genevois ne se sont pas réalisées. Annoncé comme un «tueur d'emplois» censé faire grimper le chômage, le dispositif n'a pas provoqué le choc redouté. Sur les salaires, l'effet est au contraire net: les rémunérations les plus basses ont augmenté.

C'est la principale conclusion du rapport présenté ce jeudi par le Département l'économie, de l'emploi et de l'énergie (DEE) et qui compare les niveaux de salaires entre octobre 2020 et octobre 2022. Reste toutefois un point noir: en 2022, 4% des rémunérations demeurent sous le minimum légal, ce qui «souligne l'importance des mécanismes de contrôle», relève la conseillère d'État chargée de l'Économie, Delphine Bachmann.

Pour rappel, le salaire minimum a été accepté en votation le 27 septembre 2020 (58% de oui) et est entré en vigueur le 1^{er} novembre 2020. Le document présenté ce jeudi constitue le quatrième rapport d'évaluation mené par la Haute École de gestion et l'Université de Genève, après trois volets consacrés au chômage et à l'emploi.

Progression entre 13 et 15%

Le constat est clair: dans les emplois directement concernés, les salaires ont progressé. L'effet moyen est estimé entre 13% et 15%. La proportion de rémunérations strictement inférieures au minimum légal recule nettement, passant de 7,4% en 2020 à 4% en 2022.

Le progrès est particulièrement marqué chez les femmes (de 10,7% à 5,3%) et chez les moins de 25 ans (de 22,4% à 9,5%), tandis que la baisse est plus modérée chez les 55 ans et plus (de 6,8% à 4,1%).

Les Suisses et les frontaliers sont les moins exposés aux bas



Le salaire minimum genevois a été moins respecté dans les branches couvertes par des conventions collectives de travail nationales prévoyant des minima inférieurs, comme l'hôtellerie-restauration, les services à la personne (coiffure, salon de beauté) et le nettoyage. Imago/imagebroker

salaires. La correction la plus spectaculaire touche les détenteurs d'un permis L (de courte durée, maximum douze mois): un taux d'exposition «extrêmement élevé» en 2020, divisé par six en 2022. Les titulaires d'un permis B progressent aussi, de 15,4% à 8,8%.

Renforcer le respect de la loi

Les auteurs soulignent aussi que l'exposition au salaire minimum se concentre surtout dans les emplois associés à des tâches physiques, manuelles et répétitives: plus d'un poste sur trois était concerné en 2020, contre 19,6% en 2022.

Enfin, le salaire minimum a été moins respecté dans les branches couvertes par des conventions collectives de travail (CCT) nationales prévoyant des minima inférieurs, comme l'hôtellerie-restauration, les services à la personne et le nettoyage. «Or, le minimum cantonal l'emporte sur ces CCT», rappelle Delphine Bachmann. Une règle encore imparfaitement assimilée lors de son introduction.

Pour les autorités, ces chiffres confirment que la loi est globalement intégrée, mais qu'elle doit être davantage défendue sur le terrain. Christina Stoll,

directrice générale de l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (Ocirt), annonce ainsi des contrôles «renforcés et ciblés», en coordination avec l'Inspection paritaire des entreprises (IPE).

Réactions contrastées

Les réactions des partenaires sociaux ont reflété des sensibilités opposées. Côté patronal, Pierre-Alain L'Hôte (UAPG) juge le constat peu surprenant et parle d'une conclusion «limite du truisme»: «Il y a moins de salaires en dessous du salaire minimum vu qu'il y a un minimum légal obligatoire.» Il dit soutenir

l'idée de «contrôler, sanctionner» les employeurs fautifs, tout en réaffirmant ses inquiétudes sur un salaire minimum devenu salaire «de référence».

Pour la faïtière des syndicats, Davide De Filippo (CGS) se dit «satisfait», estimant que «le cataclysme économique» annoncé n'a pas eu lieu. Sur la question des jeunes, il nuance les interprétations du patronat: au contraire, le chômage a baissé dans ces catégories d'âge, «mais dans une proportion un peu moindre à Genève». Il rappelle aussi un point pratique pour les salariés: il existe cinq ans pour faire valoir des créances salariales.

Hebelt der Armeefonds die Schuldenbremse aus?

Laut dem Bundesrat gibt es finanzpolitische Unterschiede zwischen den Mehrausgaben für die Landesverteidigung und dem Klimafonds

HANSUELI SCHÖCHLI

Der Zeitpunkt ist pikant. Mitten im Abstimmungskampf um die linke Volksinitiative für einen Klimafonds hat der Bundesrat am Mittwoch einen Armeefonds vorgeschlagen. Eine Erhöhung der Mehrwertsteuer um 0,8 Prozentpunkte während zehn Jahren soll den Fonds speisen – total mit 31 Milliarden Franken.

Hehre Grundsätze der Finanzpolitik werden an Werktagen schnell übersteuert, und das meist im Namen des «Pragmatismus». Der Bundesrat hat dies am Mittwoch zweimal gemacht. Erstens: Der Anteil der stark gebundenen (und damit nicht rasch beeinflussbaren) Bundesausgaben sollte kleiner statt grösser werden, damit das Parlament künftig mehr Spielraum hätte für neue Prioritäten und Sparübungen. Dieser Anteil beträgt schon rund zwei Drittel der gesamten Bundesausgaben. Er wird mit dem Armeefonds weiter steigen.

Ein deklariertes Kernmotiv für Sonderfonds des Bundes geht etwa wie folgt: Für gewisse bedeutende Posten können sich die Ausgaben von Jahr zu Jahr sprunghaft ändern, aber sprunghafte Änderungen der Steuersätze von Jahr zu Jahr sind nicht erwünscht. Ein Spezialfonds ausserhalb des Bundesbudgets hingegen ermöglicht die Verstetigung der Steuersätze und die Planbarkeit der Ausgaben. Klassische Illustrationen davon sind die beiden Verkehrsfonds für die Bahn und für Nationalstrassen/Agglomerationen.

Zusatzverschuldung möglich

Der Bundesrat hat indes noch einen zweiten hehren Grundsatz der Finanzpolitik übersteuert: Die Schuldenbremse untergräbt man besser nicht. Der geplante Armeefonds soll sich laut der Regierung verschulden können. Damit könnte der Bund in gewissen Jahren bei Bedarf insgesamt mehr Geld ausgeben, als es die ordentlichen Regeln der Schuldenbremse erlauben – auch wenn die geplanten Zusatzausgaben die Vorgaben der Schuldenbremse für «ausserordentliche» Ausgaben nicht erfüllen.

Die Begründung des Verteidigungsdepartements für den Vorschlag: Die Aufrüstung der Schweizer Armee sei dringlich. Ohne hohe Vorauszahlungen müsse man am Markt zwei bis drei Jahre zusätzlich warten, um zu Rüstungsgütern zu kommen, und mit der Verschuldungsmöglichkeit des Fonds könne man solche Zahlungsspitzen abdecken. Auch hier gibt es schon ein Präjudiz: Der mit Stromnetzzuschlägen finanzierte Bun-



Die Regierung strebt einen massiven Ausbau der Militärausgaben an.

ANDREAS BECKER / KEYSTONE

desfonds für den Ausbau erneuerbarer Energien darf Schulden machen.

Im Abstimmungskampf um die Klimafondsinitiative nennt der Bundesrat als einen seiner Ablehnungsgründe die Tatsache, dass der Klimafonds die Schuldenbremse schwächen würde. Denn die Initiative verlangt, dass die geforderten Bundesgelder für den Klimafonds (jährlich im Mittel etwa 5 bis 10 Milliarden Franken bis 2050) bei der Berechnung der gemäss Schuldenbremse zulässigen Höchstausgaben ausgeklammert sind. Dass der Bundesrat jetzt einen verschuldungsfähigen Armeefonds will, ist deshalb erklärungsbedürftig.

Der vorgeschlagene Armeefonds sei konform mit der Schuldenbremse, sagt der Verteidigungsminister Martin Pfister. Exponenten aus dem Finanzdepartement schieben auf Anfrage nach: Der Klimafonds der Volksinitiative und der vorgeschlagene Armeefonds seien völlig unterschiedlich konzipiert.

In der Tat gibt es im Kontext der Schuldenbremse einen grossen Unterschied: Die bis 2050 verlangten Zusatzausgaben für den Klimafonds wür-

den voll an der Schuldenbremse vorbeigeschleust, während der Armeefonds Schulden innerhalb der Laufzeit des Fonds zurückzahlen müsste. Das heisst: Mit dem Armeefonds lassen sich zwar die ordentlichen Regeln der Schuldenbremse aushebeln, aber «nur» vorübergehend. Das Maximum der vorübergehenden

Das Maximum der vorübergehenden Verschuldung des Fonds läge bei etwa 6 Milliarden Franken.

Verschuldung des Fonds läge bei etwa 6 Milliarden Franken (dem Doppelten der Jahreseinnahmen). Die Laufzeit des Fonds ist auf zehn Jahre festgesetzt. Eine Verlängerung wäre indes denkbar, wenn dazumal das Volk zustimmt.

Der Armeefonds wäre wohl tatsächlich konform mit der Verfassungs-

vorgabe, wonach der Bund seine Ausgaben und Einnahmen «auf Dauer im Gleichgewicht» hält. Der Fonds brächte aber eine Lockerung der gesetzlichen Regeln.

Die Klimafondsinitiative will dagegen die Verfassungsnorm zur Schuldenbremse lockern: Eine spätere Kompensation anfänglicher Mehrausgaben ist nicht vorgesehen – auch wenn der Bundesrat in seiner Botschaft zur Klimafonds-Initiative etwas anderes suggerierte. Die Zahlen sind derweil beim Klimafonds weit grösser als beim Armeefonds.

Trotz allem lässt sich der vorgeschlagene Armeefonds nicht als moralische Stärkung der Schuldenbremse interpretieren. Diverse Beobachter betonen indes, dass gewisse diskutierte Alternativen weit schlechter wären. Dies gilt etwa für die Idee der Einstufung zusätzlicher Armeeaussgaben als «ausserordentlich». Nach bisher üblichem Massstab wären die Bedingungen dafür nicht erfüllt, da es dabei nicht um unplanbare Sonderausgaben etwa aufgrund eines schweren Erdbebens oder einer Pandemie geht. Ausserordent-

liche Ausgaben ermöglichen zulässige Defizite; Kompensationen wären erst mittelfristig nötig.

Bürgerliche Kreativität im Dienst der Armeefinanzierung illustriert auch die im Dezember 2025 eingereichte Motion des Urner FDP-Ständerats Josef Dittli. Er verlangt unter anderem die Prüfung eines Teilverkaufs der Swisscom-Beteiligung (Reduktion von 51 Prozent auf die Sperrminorität von gut einem Drittel), wobei der Verkaufserlös in die Armee fliessen soll. Beim derzeitigen Swisscom-Aktienkurs ginge es um etwa 5,5 Milliarden Franken. Die Idee erscheint formal konform mit der Schuldenbremse, aber ob sie auch deren Geist entspricht, ist eine andere Frage. Eine vernommene Lesart aus finanzpolitischer Sicht geht etwa wie folgt: Der Bund verkauft Tafelsilber, verzichtet damit auf künftige Dividendenerträge von etwa 200 Millionen Franken pro Jahr und gibt den Verkaufserlös gleich aus.

Ein weiterer Vorschlag der Motion: Ein Teil der Gewinnausschüttung der Nationalbank soll direkt in die Armee fliessen. Das erinnert an linke Vorstösse nach dem Motto «Nationalbankgelder für die AHV». Auch dies erscheint konform mit der Schuldenbremse, doch die Sache ist im Kern ein Buchhaltertrick: Die direkt in die Armee geleiteten Nationalbankgelder fehlen dann einfach im allgemeinen Bundesbudget. Bei solchen Manövern geht es darum, unter formaler Einhaltung der Schuldenbremse Zusatzgelder in die eigenen Prioritäten zu leiten und dabei die unangenehmen Themen wie Steuererhöhung oder Sparen auf «später» zu verschieben.

Attacken von links

Von linker Seite ist die Schuldenbremse direkt im Visier. Im Ständerat steckt zurzeit eine Motion, die den Abbau der Corona-Sonderschulden zum Teil verhindern will und eine Erhöhung der zulässigen Maximalausgaben des Bundes um das Ausmass früherer Budgetunterschreitungen fordert. Die zweitgenannte Forderung könnte die zulässigen Ausgaben im Mittel um etwa 1 Milliarde Franken pro Jahr erhöhen. Auch diese Motion wäre im Prinzip noch konform mit der Verfassung, doch die gesetzlichen Regelungen würden deutlich aufgeweicht.

Bisher waren solche Lockerungsvorschläge nicht mehrheitsfähig. Doch gemessen an der Kombination von kleinem Sparwillen mit grosser Ausgabe-kreativität im Parlament würde es nicht erstaunen, wenn sich dies früher oder später ändert.

La Confédération injecte 4 milliards de francs pour la mobilité à Genève

Transports Huit ouvrages ont été retenus par les autorités fédérales pour le canton. Un succès dû à un lobbyisme agressif.

Emilien Ghidoni

La Confédération a publié ce mercredi ses priorités pour le rail et la route d'ici à 2045 dans le document «Transports '45». Et Genève a été gâté. En tout, huit projets ferroviaires, routiers et d'agglomération ont été retenus, pour un total de 4 milliards de francs.

Dans les projets retenus, les premiers à voir le jour seront l'agrandissement de la gare Cornavin ainsi que l'élargissement de l'autoroute de contournement entre Bernex et Perly. Les deux chantiers figureront à l'agenda de la Confédération dès 2027. La traversée routière du lac, elle, n'est pas mentionnée.

Côté agglomération, la Suisse investira dès 2028 dans deux interfaces multimodales à Genève Aéroport et vers Saint-Genis-Pouilly. Elles serviront à faciliter le passage de la voiture aux transports en commun pour les frontaliers. Quelques années plus tard, elle investira dans di-

vers projets de tram tangentiel, reliant Cointrin à Lancy et Lancy à Onex. La Confédération soutiendra aussi le prolongement du tram à Annemasse.

Quant au projet de métro léger récemment proposé par le Conseil d'État, le gouvernement fédéral lui demande de revoir sa copie. Il sera examiné lors de la prochaine salve de financements.

Victoire du consensus

Pour Pierre Maudet, magistrat chargé des Transports, ce résultat s'explique par le fait que l'ensemble des acteurs de la mobilité genevoise ont accepté de se mettre autour de la table pour discuter. «Tous veulent une solution concertée au bénéfice de la population, et tous doivent se rendre compte qu'il n'est pas raisonnable d'exiger simultanément deux gros ouvrages, tels que la finalisation de l'autoroute de contournement et la traversée du lac, financés par le même fonds. Vu la difficulté des Genevois à circuler, personne n'a in-



La gare Cornavin aura droit à une extension souterraine. Lucien Fortunati

térêt à porter la responsabilité des blocages.» D'autant que les projets retenus sont interdépendants, selon lui. «Le tram tangentiel sur le pont Butin à l'horizon 2040 ne sera pas possible si on ne renforce pas la capacité périphérique de l'autoroute, illustre-t-il. Il faut bien comprendre que, vu l'exiguïté du

canton, les flux de circulation ne peuvent pas être supprimés en un claquement de doigts, mais doivent être «redirectionnés.»

Seul point négatif: la prise de retard sur le tunnel ferroviaire Morges-Perroy, qui ne figurera à l'agenda qu'en 2031. «Cet ouvrage devra encore faire l'objet d'un arbitrage. Là encore, l'uni-

té sera une force, et ce d'autant plus qu'il nous faudra également nous battre pour rendre prioritaire l'extension de la gare de Genève-Aéroport», rappelle-t-il.

Quant au projet de métro léger, le conseiller d'État estime que les signaux sont plutôt bons, malgré le fait qu'il soit à peine mentionné dans «Transports '45». Pierre Maudet indique travailler à affiner ce projet, en concertation avec les offices de la Confédération.

L'autoroute critiquée

N'a-t-on pas été trop gourmand, en demandant aussi un élargissement de l'A1? «À l'horizon 2045, Berne prévoit de toute façon des travaux de rénovation sur l'autoroute de contournement, réplique-t-il. Tous les Genevois peuvent imaginer ce que représente la fermeture complète d'un tube pour rénovation. Donc autant ne pas subir et saisir cette opportunité pour terminer un ouvrage et l'améliorer.»

Tous ne sont pas du même avis que le magistrat. Chez actif-

trafic, on considère que les choix de la Confédération sont «anti-démocratiques». En effet, parmi les projets autoroutiers retenus outre-Sarine, certains avaient été refusés lors d'une votation en 2024. «Même à Genève, on accélére l'élargissement de l'A1 entre Perly et Bernex, alors que la population des communes environnantes a massivement voté non à l'extension des autoroutes», précise Thibault Schneeberger, coordinateur d'actif-traffic.

L'association écologiste regrette que des millions soient investis dans les routes, alors que le canton de Genève a cruellement besoin de développer le rail. «Le Conseil d'État aurait dû se concentrer uniquement sur des demandes ferroviaires, afin de maximiser les chances d'obtenir des financements, regrette-t-il. Là, la Confédération a dû faire une pesée des intérêts entre rail et route. Or, s'obstiner dans une volonté d'élargir l'autoroute ne règlera pas le problème des goulots d'étranglement.»

«Nous aurons besoin du nucléaire pour éviter les pires conséquences du réchauffement»

DIPLOMATIE. L'ancien secrétaire d'Etat John Kerry ne ménage pas ses critiques envers l'actuelle administration américaine et ses coups de boutoir contre la transition énergétique.

Frédéric Lelièvre
et Pascal Schmuck

John Kerry, en tant que secrétaire d'Etat sous la présidence de Barack Obama, a été l'un des principaux architectes de l'Accord de Paris sur le climat de 2015. Envoyé spécial pour le climat du président Joe Biden jusqu'en mars 2024, le démocrate est resté fidèle à ses convictions et a depuis rejoint Galvanize Climate Solutions, une société d'investissement spécialisée dans la transition énergétique. Il livre en exclusivité à *L'Agefi* ses réflexions après le Forum économique mondial (WEF).

■ Vous n'étiez pas à Davos cette année, mais nous imaginons que vous avez suivi ce qui s'y est dit, en particulier le discours de Donald Trump. Il a longuement plaidé en faveur d'une énergie bon marché, essentiellement fondée sur le pétrole. Le lendemain, Elon Musk est monté sur scène comme invité surprise et a affirmé que l'avenir de l'énergie est solaire. Où vont réellement les Etats-Unis aujourd'hui en matière de politique énergétique?

J'avais prévu d'être à Davos, mais au dernier moment, pour une raison imprévue, je n'ai pas pu m'y rendre. En revanche, j'ai suivi de très près ce discours, ainsi que ce qui s'est passé autour, et j'ai échangé avec plusieurs anciens collègues au gouvernement, et quelques autres, pour prendre le pouls de leurs réflexions. Pour aller à l'essentiel, je pense que ce fut une occasion massivement manquée pour un président des Etats-Unis de s'adresser à une réunion aussi importante, rassemblant tant de dirigeants d'entreprises mondiales et de responsables politiques, avec un discours aussi incohérent et décousu que celui qu'il a prononcé. Je n'entrerai pas dans tous les domaines de politique publique, mais sur la question de l'énergie, il a doublé, triplé, quadruplé son message habituel, constant depuis son premier mandat et sa campagne: selon lui, la crise climatique est un canular et les efforts engagés une perte de temps.

J'ai trouvé qu'il a fait preuve d'un manque de diplomatie remarquable – et je pèse mes mots – lorsqu'il a vilipendé les autres pays pour leurs choix, qui sont, soit dit en passant, fondés sur la science, contrairement aux siens, qui reposent uniquement sur son imagination. La réalité est simple:



John Kerry. Pour l'ancien secrétaire d'Etat, la transition énergétique est «inarrêtable». «Nous sommes au début d'une transformation massive des infrastructures. Le rythme de déploiement peut varier, le choix d'une technologie [...] peut changer, mais c'est la direction que nous prenons.»

le monde a décidé de sortir progressivement des énergies fossiles. Cette résolution a été prise par 195 pays à Dubaï, lors de la COP28 (*ndlr: en décembre 2023*). Fait assez remarquable, même avec la participation d'une cinquantaine de compagnies pétrolières et gazières, tout le monde a signé cet engagement.

«L'ESG doit être redéfini: le terme a été trop attaqué.»

John Kerry
Ancien secrétaire d'Etat,
coprésident de Galvanize

■ Et pourtant, aux Etats-Unis...

Oui, malheureusement, en partie à cause de l'élection de Donald Trump, de nombreux fournisseurs d'énergie, développeurs de nouvelles technologies ou acteurs d'autres secteurs ont commencé à ralentir quelque peu. Certains ne veulent pas se re-

trouver du mauvais côté du président, d'autres utilisent le retrait américain comme prétexte: «S'ils ne font rien, alors pourquoi devrions-nous bouleverser notre économie ou affronter ces défis?» C'est pourtant une lecture totalement erronée de la situation et de la transition énergétique en cours. On ne peut pas balayer ce problème d'un revers de main, l'insulter ou le réduire à un slogan politique et espérer qu'il disparaisse. Il s'agit de science, de mathématiques, de physique – et aussi de chimie et de biologie. Partout dans le monde, des dirigeants ont pris leur décision: présidents, premiers ministres, monarques, papes. Ils ont fait un autre choix. Et je suis convaincu que c'est aussi le choix économiquement le plus judicieux, tout autant que socialement, politiquement et culturellement. La plupart des dirigeants de grandes entreprises avec lesquels je m'entretiens – et je parle de groupes comme BlackRock (*ndlr: leader mondial de la gestion d'actifs, dont le CEO Larry Fink copréside*

actuellement le WEF), KKR (*ndlr: société d'investissement spécialisée dans les marchés privés*) ou d'autres – ne s'arrêtent pas. Ils ne se disent pas soudain: «Retournons au charbon ou au pétrole.» Ils ont peut-être légèrement ajusté leur rythme, mais pas leur cap.

■ Depuis l'Europe, nous observons les menaces et les poursuites engagées par Washington contre les entreprises qui ont décidé de se tenir à

leurs engagements ESG (environnement, social et gouvernance). D'après ce que vous voyez aux Etats-Unis, assiste-t-on réellement à une marche arrière ou s'agit-il plutôt de ce que l'on appelle le «green hushing» (dissimulation des actions durables)?

Je le formulerais ainsi: la pression autour de l'ESG a clairement diminué. Dans les conseils d'administration et les comités exécutifs, on n'entend plus beaucoup de discussions sur la manière

de «cocher les cases ESG». Le sujet a largement disparu, parce que l'ESG est devenu le symbole, la cible privilégiée de cette attaque contre la raison et contre la science. Il a été instrumentalisé dans notre débat politique interne, ce qui a effrayé beaucoup de dirigeants. Nombre de CEO craignent de devenir une cible visible.

«Il y a énormément d'argent à gagner en investissant dans la transition énergétique.»

John Kerry

Cela dit, ils ne modifient pas fondamentalement leurs objectifs, leurs allocations de capital ou leur modèle d'affaires concernant les nouvelles technologies ou les marchés dans lesquels ils investissent. Ce mouvement reste très puissant. Je suis, par exemple, coprésident d'un fonds appelé Galvanize (*voir encadré ci-dessous*) et nous sommes entièrement axés sur des stratégies prouvant qu'il y a énormément d'argent à gagner en investissant dans la transition énergétique – et les faits nous donnent raison.

■ Pourtant, selon les données de Morningstar, les fonds ESG ou durables aux Etats-Unis enregistrent depuis 12 trimestres consécutifs des sorties nettes de capitaux. Comment conciliez-vous cela avec votre constat d'un mouvement toujours très dynamique?

Il y a six mois, ces sorties n'étaient pas encore là. Aujourd'hui, je pense que certains arbitrages sont plus difficiles: le capital est très disputé. Mais dans les discussions privées, beaucoup de dirigeants renforcent leur

John Kerry en six dates clés

- 11 décembre 1943** Naissance à Aurora (Colorado) dans une famille de diplomates. Séjour en France et en Suisse pendant l'enfance.
- 2004** Candidat malheureux à la présidence des Etats-Unis pour le camp démocrate, il perd contre George W. Bush malgré le vote populaire.
- 1966** Diplômé de l'Université de Yale, il part au Vietnam, où il sera décoré, avant de devenir une figure de proue de l'opposition à la guerre.
- 2013** Il succède à Hillary Clinton comme secrétaire d'Etat sous Barack Obama.
- 1984** Après avoir été procureur et lieutenant-gouverneur du Massachusetts, il est élu au Sénat des Etats-Unis.
- 2021** Il est nommé envoyé spécial présidentiel pour le climat par Joe Biden. Au terme de son mandat en 2024, il rejoint la société d'investissement Galvanize.

engagement sur certaines composantes de la transition. J'étais récemment à Londres avec Sultan Al-Jaber, président de la COP28 et dirigeant d'Adnoc (*ndlr: compagnie pétrolière nationale d'Abu Dhabi*), profondément impliqué dans les investissements des Emirats arabes unis. Là-bas, ils avancent: en mettant en place une capacité de stockage de 19 gigawatts, ils veulent démontrer qu'il est possible de produire une énergie pilotable grâce aux renouvelables et aux batteries. A terme, si vous trouvez le bon équilibre, ce sera moins cher et plus efficace.

Cela dit, il faut aussi reconnaître que certains ont changé d'attitude. Beaucoup ne veulent plus livrer bataille publiquement. L'ESG doit être redéfini: le terme a été trop attaqué. Il y a effectivement beaucoup de «green hushing».

Mais la transition énergétique, elle, aura lieu. Regardez l'essor de l'intelligence artificielle (IA): les centres de données nécessitent énormément d'électricité. Les turbines à cycle combiné sont saturées, les délais explosent. Où se tournent les acteurs? Vers le Texas, où l'éolien est massivement déployé, précisément parce qu'il permet d'équilibrer le réseau.

Quant au solaire, qu'il soit spatial ou terrestre, il produit en une heure plus d'énergie brute que l'humanité n'en consomme en un an. Et celle-ci devient de plus en plus accessible. In fine, c'est le marché qui décidera. Et le prix du solaire, de l'éolien, du stockage, de la géothermie, des véhicules électriques n'arrête pas de baisser.

■ L'an dernier à Genève, lors de Building Bridges, vous affirmiez qu'il y avait beaucoup d'argent à gagner dans la transition énergétique. Si c'est le cas, pourquoi l'administration Trump ne semble-t-elle pas le comprendre?
Chris Wright (*ndlr: le secrétaire d'Etat à l'Energie*) le comprend. Jared Kushner (*ndlr: gendre et conseiller de Donald Trump*) aussi. Mais le président a planté son drapeau: «Drill, baby, drill!» Il pense flatter une partie de sa base électorale. Je crois qu'il se trompe lourdement.

Galvanize permet d'investir dans la transition énergétique

La société est fondée en 2021 par le milliardaire Tom Steyer, qui rallie à sa cause Katie Hall (fondatrice de Hall Capital Partners et investisseuse chevronnée) et John Kerry, tous coprésidents. Active dans plusieurs classes d'actifs, notamment les actions ou l'immobilier, Galvanize est principalement connue pour ses deux fonds: «Venture & Growth», d'un montant de 1,03 milliard de dollars, et «Credit & Capital Solutions», doté de 1,3 milliard. Forte d'une équipe de 50 à 70 personnes, Galvanize a investi dans plus de 25 entreprises technologiques, comme Ascend Analytics, un des leaders dans les logiciels de modélisation pour la transition énergétique. **PS**

Chez Galvanize, notre véhicule actions cotées a progressé d'environ 47% l'an dernier, surperformant largement le S&P 500 et le Nasdaq. Aucun autre acteur n'a fait mieux à ma connaissance. Nous faisons de l'argent et nous le faisons extrêmement bien. Nous créons de la valeur en travaillant avec les entreprises, en les aidant à optimiser leurs investissements et leurs processus. Nous étudions comment elles seront affectées par le marché et comment la demande en électricité ou encore le développement de l'IA les impactera. Dans ce contexte, le charbon n'a pas d'avenir. Le monde va s'électrifier, presque tout ce qui peut l'être le sera. Et ce sera moins cher, notamment grâce aux progrès du stockage et des réseaux.

« Nous sommes clairement dans une phase de rupture et pas de tension passagère entre partenaires. Nous avons changé d'ère et le reste du monde ne va pas attendre les Etats-Unis. »

John Kerry

■ A Davos, on a beaucoup parlé de l'affaiblissement du multilatéralisme. Quel impact la politique américaine actuelle aura-t-elle sur la gouvernance climatique mondiale et sur les prochaines COP?
Nous sommes clairement dans une phase de rupture et pas de tension passagère entre partenaires. Nous avons changé d'ère et le reste du monde ne va pas attendre les Etats-Unis. L'Europe l'a clairement indiqué, et elle ne compte pas céder face à Donald Trump et son argumentation incohérente présentée à Davos. On le voit déjà sur le plan géopolitique et industriel. Les élections de mi-mandat pourraient aussi rebattre les cartes. A mes yeux, une transition politique est possible dans les mois à venir.

■ Galvanize a annoncé en septembre dernier

1,3 milliard de dollars pour de nouvelles solutions de crédit et de capital dédiées à la décarbonation. Trouvez-vous encore suffisamment d'opportunités d'investissement?

Absolument. L'intérêt est immense. Les entreprises devront décarboner, qu'elles le veuillent ou non. On peut se compliquer la tâche en ne faisant rien ou en ne commençant pas immédiatement: dans ce cas, cela prendra simplement plus de temps, avec à la clé des catastrophes qui n'auraient jamais dû se produire. En clair, on va se retrouver dans un monde extrêmement instable.

La vraie question est: sur quelle base factuelle construisez-vous votre stratégie? L'histoire montre que les dirigeants avisés assument leur responsabilité fiduciaire et anticipent. Les contentieux contre les compagnies pétrolières et gazières se multiplient déjà.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il ne s'agit pas seulement de climat, mais de transformation économique et de transition industrielle. Les anciennes sources d'énergie deviennent plus coûteuses, plus risquées. Les nouvelles technologies, elles, offrent des percées, des effets d'échelle et des profits significatifs. Nous sommes au début d'une transformation massive des infrastructures. Le rythme de déploiement peut varier, le choix d'une technologie particulière peut changer selon qu'elle s'avère plus rentable qu'une autre, mais c'est la direction que nous prenons. Et c'est, à mes yeux, totalement inarrêtable.

■ Quel regard portez-vous sur l'énergie nucléaire, alors que des géants technologiques comme Meta ou Alphabet investissent dans ce secteur pour sécuriser leurs approvisionnements?
Pour le dire simplement, le nucléaire est une énergie propre et nous en aurons besoin si nous voulons éviter les pires conséquences du changement climatique et répondre à la forte croissance de la demande énergétique mondiale. Les renouvelables resteront la solution la plus rapide et la moins chère à court terme, mais à l'horizon des années 2030, nous aurons besoin de sources pilotables bas carbone. Les options les plus prometteuses sont la géothermie, le solaire avec stockage et le nucléaire. Le nucléaire offre des atouts uniques, notamment la production de chaleur industrielle. Tous les pays ne feront pas ce choix et c'est leur droit. Mais je suis convaincu que nous sommes à l'aube d'une renaissance de l'usage pacifique du nucléaire au service de la prospérité et de la lutte contre le changement climatique. ■